

ne pouvons pas comprendre pourquoi une meilleure distribution de ces wagons n'a pas été assurée, vu que les éleveurs locaux avaient amplement de commandes d'expédition. Les cultivateurs sont obligés de troquer leurs céréales contre des machines et autres articles dont ils n'ont pas toujours besoin afin d'établir des contacts pour vendre un jour leurs produits au comptant. En outre, le prix diminue rapidement. Ainsi, l'orge fourragère se vend maintenant 50c. le boisseau comparativement à environ 70c. il y a un mois. Le transport ne coûte pas moins de 20c. le boisseau sur ce trajet aller et retour de 300 à 400 milles.

Entre Falher et Dawson City.

Quand d'honnêtes gens doivent recourir à des moyens illicites pour vendre leurs produits et gagner leur vie, il est temps que les autorités agissent. Vous savez déjà que nous avons demandé aux ministres fédéraux et provinciaux et aux autres fonctionnaires de se réunir la semaine prochaine. Cette réunion doit avoir lieu à tout prix. Les paiements régionaux en espèces apportent peut-être une aide temporaire mais ils ne régleront pas le problème principal. Il faut des wagons pour les céréales. Il y a une pénurie aiguë d'installations pour l'entreposage à la ferme. Il faut demander l'autorisation de répondre à la demande de grains de provende dans tout le Canada. La situation est tellement critique que l'on songe à recourir à la violence.

C'est signé: R. E. Charbonneau, président de la Chambre de commerce de Falher.

La communauté de Falher est formée surtout de Québécois venus s'installer dans la région de Peace River. Ce sont d'excellents cultivateurs qui ont vite saisi les problèmes de la culture et de la vente du blé. Certains ont entrepris la production de graines de semence, d'autres de miel, et d'autres encore cultivent les graines oléagineuses. Ils ont fait de leur mieux et disent que c'est maintenant au tour du gouvernement de jouer. Ils veulent savoir ce que celui-ci compte faire à ce sujet. J'invite donc le ministre, ainsi que celui de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), à se joindre à moi pour assister à cette réunion et y répondre aux questions légitimes et raisonnables que les fermiers de la région jugeront bon de poser aux représentants du gouvernement.

• (5.10 p.m.)

Le ministre a beau dire que son gouvernement ne recherche que des solutions à long terme. D'autres gouvernements ont fait plus que cela. Sous la direction du très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker), le gouvernement, aux prises avec une situation tout aussi cruciale, a su régler le problème. La culture de la graine de colza présentait certaines difficultés. Des députés de notre parti se sont réunis et ont cherché audience auprès de la Commission des transports. Ils ont exercé des pressions légitimes

[M. Baldwin.]

sur le gouvernement, sur le ministère de l'Agriculture et sur le ministère du Commerce. Ils ont ainsi réussi à convaincre le gouvernement de modifier la loi sur les chemins de fer de façon à classer la graine de colza parmi les céréales. Aujourd'hui la graine de colza compte parmi les produits assez importants de l'industrie agricole de l'Ouest du Canada. On s'y intéresse de plus en plus outre-mer et sur le marché national.

Quand j'ai demandé au ministre ce qu'allait faire le gouvernement en ce qui concerne les dettes dont sont accablés les cultivateurs, dont la situation est si désespérée que des sociétés de machines et d'autres créanciers prennent des mesures pour les acculer à débrayer et à abandonner l'agriculture et qu'on menace de saisir leurs terres hypothéquées, il m'a répondu: «Eh bien, nous avons demandé à la Société du crédit agricole de se montrer compréhensive en ce qui concerne les demandes de remise d'échéance.» Je m'oppose à cela. Un autre gouvernement conservateur a pu, en 1934, trouver une solution à ce problème. Ce n'est pas que je préconise la remise en vigueur de la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, mais je signale qu'un gouvernement doté d'ingéniosité, de savoir-faire et de détermination a trouvé moyen de régler ce problème. Si le gouvernement actuel avait autant de courage, il pourrait faire de même.

L'ennui, c'est que le gouvernement se montre indifférent. Il a rayé de ses préoccupations la population de l'Ouest du pays. Il ne leur porte aucun intérêt authentique. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Cela s'applique particulièrement à la collectivité agricole de l'Ouest du Canada. C'est un stigmate révoltant et honteux pour un gouvernement qui a été au pouvoir si longtemps.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, rien ne prouve mieux le bien-fondé de la suggestion de mon chef, le chef du Nouveau Parti Démocratique et du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui a demandé la démission du ministre de l'Agriculture (M. Olson) que le discours que ce dernier vient de faire. Ce discours est l'expression parfaite de l'immobilisme, de l'indécision et de la confusion. Ce discours dénote l'immobilisme du gouvernement, car une fois de plus, le ministre nous dit: On verra bien! Ce sont précisément ce qu'il a dit l'automne dernier. Or, sous prétexte que les agriculteurs ont plus ou moins réussi à régler en partie le problème l'automne dernier, souvent grâce à leurs efforts indus, il prétend qu'il n'y a pas lieu de s'émouvoir maintenant. C'était un discours